

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement 865 (2012-2013). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 23 oktober 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205946]

24 OCTOBRE 2013. — Décret modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

Chapitre II. — *Modifications du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 2. A l'article 1^{er} du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 19^o, modifié par le décret du 22 novembre 2007 :

a) les mots « ci-après dénommé MTD » sont ajoutés entre les mots « 19^o meilleures techniques disponibles » et les mots « : le stade de développement »;

b) les mots « et d'entretien » sont remplacés par les mots « , d'entretien et de mise à l'arrêt »;

c) les mots « et d'autres conditions d'exploitation » sont insérés entre les mots « valeurs limites d'émission » et les mots « visant à éviter »;

d) les mots « , que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire de la Région, » sont insérés entre les mots « techniquement viables » et les mots « et soient »;

e) la première phrase est complétée par la phrase suivante :

« On entend par meilleures techniques, celles qui sont les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble. »;

f) le point 1. est complété par le mot « publiques »;

2^o il est inséré un 19^o*bis* rédigé comme suit :

« 19^o*bis* conclusions sur les MTD : le document contenant les parties d'un document de référence MTD exposant les conclusions concernant les meilleures techniques disponibles, leur description, les informations nécessaires pour évaluer leur applicabilité, les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles, les mesures de surveillance associées, les niveaux de consommation associés et, s'il y a lieu, les mesures pertinentes de remise en état du site; »;

3^o il est inséré un 19^o*ter* rédigé comme suit :

« 19^o*ter* document de référence MTD : le document issu de l'échange d'informations organisé entre les Etats membres de l'Union européenne, les secteurs industriels concernés, les organisations non gouvernementales œuvrant pour la protection de l'environnement et la Commission européenne, établi pour des activités définies et décrivant, notamment, les techniques mises en œuvre, les émissions et les niveaux de consommation du moment, les techniques envisagées pour la définition des meilleures techniques disponibles, ainsi que les conclusions sur les MTD et toute technique émergente, en accordant une attention particulière aux critères énumérés à l'article 1^{er}, 19^o; »;

4^o il est inséré un 20^o*bis* rédigé comme suit :

« 20^o*bis* substance : tout élément chimique et ses composés, à l'exclusion des substances suivantes :

a) les substances radioactives, telles que définies à l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants;

b) les micro-organismes génétiquement modifiés, tels que définis à l'article 2, 8^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés ou pathogènes;

c) les organismes génétiquement modifiés tels que définis à l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant; »;

5^o il est inséré un 21^o*bis* rédigé comme suit :

« 21^o*bis* valeur limite d'émission : la masse, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration et/ou le niveau d'une émission, à ne pas dépasser au cours d'une ou de plusieurs périodes données; »;

6° il est inséré un 21^oter rédigé comme suit :

« 21^oter niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles : la fourchette de niveaux d'émission obtenue dans des conditions d'exploitation normales en utilisant une des meilleures techniques disponibles ou une combinaison de meilleures techniques disponibles conformément aux indications figurant dans les conclusions sur les MTD, exprimée en moyenne sur une période donnée, dans des conditions de référence spécifiées; »;

7° il est inséré un 21^oquater rédigé comme suit :

« 21^oquater norme de qualité environnementale : la série d'exigences devant être satisfaites à un moment donné par un environnement donné ou dans une partie spécifique de celui-ci, telles que spécifiées dans les législations en vigueur; »;

8° il est inséré un 26° rédigé comme suit :

« 26° eaux souterraines : les eaux telles que définies à l'article D. 2, 38°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau; »;

9° il est inséré un 27° rédigé comme suit :

« 27° sol : la couche superficielle de l'écorce terrestre située entre le substratum rocheux et la surface, constituée de particules minérales, de matières organiques, d'eau, d'air et d'organismes vivants; »;

10° il est inséré un 28° rédigé comme suit :

« 28° technique émergente : une technique nouvelle pour une activité industrielle, qui, si elle était développée à l'échelle commerciale, pourrait permettre soit d'atteindre un niveau général de protection de l'environnement plus élevé, soit d'atteindre au moins le même niveau de protection de l'environnement et de réaliser des économies plus importantes que les meilleures techniques disponibles recensées; »;

11° il est inséré un 29° rédigé comme suit :

« 29° inspection environnementale : l'ensemble des actions, notamment les visites des établissements, la surveillance des émissions et le contrôle des rapports internes et documents de suivi, la vérification des opérations d'auto-surveillance, le contrôle des techniques utilisées et de l'adéquation de la gestion environnementale de l'établissement, effectuées par le fonctionnaire technique ou en son nom afin de contrôler et d'encourager la conformité des établissements aux conditions d'exploitation et, au besoin, de surveiller leurs incidences sur l'environnement. »

Art. 3. L'article 4, alinéa 3, 4°, du même décret est complété par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne les établissements dans lesquels interviennent une ou plusieurs installations et activités émettant des gaz à effet de serre, les plans de surveillance font l'objet d'une approbation et, le cas échéant, de modifications par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat. Un recours est ouvert auprès du Gouvernement contre ces décisions. Le Gouvernement détermine les modalités d'instruction et de délais du recours. »

Art. 4. Dans l'article 6 du même décret, l'alinéa 2 est complété par les mots « , sous réserve de l'application de l'article 7bis, § 2 ».

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

« Art. 7bis. § 1^{er}. Pour les installations et activités désignées par le Gouvernement, l'autorité compétente fixe des valeurs limites d'émission garantissant que les émissions, dans des conditions d'exploitation normales, n'excèdent pas les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles telles que décrites dans les décisions concernant les conclusions sur les MTD :

1° soit en fixant des valeurs limites d'émission qui n'excèdent pas les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles. Ces valeurs limites d'émission sont exprimées pour les mêmes périodes, ou pour des périodes plus courtes, et pour les mêmes conditions de référence que lesdits niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles;

2° soit en fixant des valeurs limites d'émission différentes de celles visées au 1° en termes de valeurs, de périodes et de conditions de référence.

En cas d'application du 2°, le fonctionnaire technique évalue, au moins une fois par an, les résultats de la surveillance des émissions afin de garantir que les émissions, dans des conditions d'exploitation normales, n'ont pas excédé les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles. Le fonctionnaire technique communique à l'autorité compétente les résultats de l'évaluation.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et sans préjudice de l'article 56, alinéa 2, l'autorité compétente peut, dans des cas particuliers, fixer des valeurs limites d'émission moins strictes. La dérogation ne s'applique que si une évaluation montre que l'obtention des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles, conformément aux indications figurant dans les conclusions sur les MTD, entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des avantages pour l'environnement, en raison :

1° de l'implantation géographique de l'établissement concerné ou des conditions locales de l'environnement; ou

2° des caractéristiques techniques de l'établissement concerné.

L'autorité compétente fournit, en annexe aux conditions particulières d'exploitation, les raisons de l'application de l'alinéa 1^{er}, y compris le résultat de l'évaluation et la justification des conditions imposées.

Les valeurs limites d'émission établies en vertu de l'alinéa 1^{er} n'excèdent toutefois pas les valeurs limites d'émission arrêtées par le Gouvernement.

En tout état de cause, l'autorité compétente veille à ce qu'aucune pollution importante ne soit provoquée et que soit atteint un niveau élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'autorité compétente réévalue l'application de l'alinéa 1^{er} lors de chaque réexamen des conditions particulières d'exploitation selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. L'autorité compétente peut accorder des dérogations au § 1^{er} et aux articles 56 et 56*bis*, en cas d'expérimentation et d'utilisation de techniques émergentes pour une durée totale ne dépassant pas neuf mois, à condition que, à l'issue de la période prévue, l'utilisation de ces techniques ait cessé ou que les émissions de l'activité respectent au minimum les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles. »

Art. 6. A l'article 8 du même décret, les mots « et actualisées en fonction de l'évolution de celles-ci » sont insérés entre le mot « disponibles » et les mots « , sans prescrire ».

Art. 7. Dans le même décret, il est inséré un article 8*bis* rédigé comme suit :

« Art. 8*bis*. Le fonctionnaire technique se tient informé de l'évolution des meilleures techniques disponibles, ainsi que de la publication de tout nouveau document de référence MTD visant une installation ou activité désignée par le Gouvernement ou de toute révision d'un de ces documents.

Ces informations sont rendues accessibles au public. »

Art. 8. Dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, le 2^o est complété par les mots « ou lorsqu'elle fait atteindre les seuils de capacité fixés par le Gouvernement. ».

Art. 9. Dans la section 5 du Chapitre I^{er} du même décret, il est inséré un article 13*bis* rédigé comme suit :

« Art. 13*bis*. § 1^{er}. Pour autant que la mise en œuvre du permis d'environnement relatif à l'établissement projeté n'implique pas au préalable la délivrance d'un permis d'urbanisme dérogatoire, un permis d'environnement peut, à titre exceptionnel, être délivré en dérogation aux prescriptions d'un règlement régional d'urbanisme, d'un règlement communal d'urbanisme, d'un plan communal d'aménagement, d'un permis de lotir, aux prescriptions d'un permis d'urbanisation visées à l'article 88, § 3, 3^o, du CWATUPE, ou du plan de secteur, dans une mesure compatible avec le bon aménagement des lieux, et pour autant qu'il ne mette pas en péril les caractéristiques essentielles de l'instrument auquel il est dérogé.

§ 2. La dérogation est accordée en première instance par le fonctionnaire délégué lorsqu'il s'agit de déroger au plan de secteur ou à un règlement régional d'urbanisme ou lorsque le fonctionnaire technique est l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement en application de l'article 13, alinéa 2.

La dérogation est accordée en première instance par l'autorité compétente lorsqu'il s'agit de déroger à un règlement communal d'urbanisme, un plan communal d'aménagement, un permis de lotir ou aux prescriptions d'un permis d'urbanisation visées à l'article 88, § 3, 3^o, du CWATUPE.

§ 3. La dérogation est accordée sur recours par le Gouvernement. »

Art. 10. Dans le même décret, à la place de l'article 38 abrogé par le décret du 31 mai 2007, il est inséré un article 38 rédigé comme suit :

« Art. 38. Pour les installations et activités désignées par le Gouvernement, la teneur de la décision, ainsi qu'une copie du permis et des éventuelles actualisations ultérieures sont publiées sur le portail Environnement du site Internet de la Région wallonne, à l'exception des données soustraites à l'enquête publique conformément à l'article D. 29-15 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 11. Dans le même décret, il est inséré un article 56*bis* rédigé comme suit :

« Art. 56*bis*. § 1^{er}. Pour les installations et activités désignées par le Gouvernement, les conclusions sur les MTD servent de référence pour la fixation des conditions particulières d'exploitation.

§ 2. L'autorité compétente peut fixer des conditions particulières d'autorisation plus sévères que celles pouvant être atteintes par l'utilisation des meilleures techniques disponibles telles que décrites dans les conclusions sur les MTD.

§ 3. Lorsque l'autorité compétente fixe des conditions particulières d'exploitation sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions pertinentes sur les MTD, elle veille à ce que :

1^o la technique soit déterminée en accordant une attention particulière aux critères énumérés à l'article 1^{er}, 19^o; et

2^o les exigences de l'article 7*bis* soient remplies.

Lorsque les conclusions sur les MTD visées à l'alinéa 1^{er} ne contiennent pas de niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles, l'autorité compétente veille à ce que la technique visée à l'alinéa 1^{er} garantisse un niveau de protection de l'environnement équivalent à celui résultant des meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les MTD.

§ 4. Lorsqu'une activité ou un type de procédé de production d'usage dans un établissement n'est couvert par aucune des conclusions sur les MTD ou lorsque ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé sur l'environnement, l'autorité compétente, après consultation préalable de l'exploitant, fixe les conditions particulières d'exploitation sur la base des meilleures techniques disponibles qu'elle a déterminées pour les activités ou procédés concernés en accordant une attention particulière aux critères figurant à l'article 1^{er}, 19^o. »

Art. 12. Dans l'article 58, § 2, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o signale immédiatement à l'autorité compétente et au fonctionnaire technique, tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 ou toute infraction aux conditions d'exploitation; »

Art. 13. Dans le même décret, à la place de l'article 61 abrogé par le décret du 5 juin 2008, il est inséré un article 61 rédigé comme suit :

« Art. 61. § 1^{er}. Pour les installations et activités désignées par le Gouvernement, le fonctionnaire technique met en place un système d'inspection environnementale des établissements portant sur l'examen de l'ensemble des effets environnementaux pertinents induits par les installations et activités concernées.

Les établissements comprenant une ou plusieurs activités et installations désignées par le Gouvernement sont couverts par un plan d'inspection environnementale au niveau régional. Celui-ci est établi par le Gouvernement. Le plan est régulièrement révisé et, le cas échéant, mis à jour.

§ 2. Sur la base du plan d'inspection environnementale, le fonctionnaire technique établit régulièrement des programmes d'inspections environnementales de routine, y compris la fréquence des visites des établissements pour les différents types d'installations.

L'intervalle entre deux visites d'un établissement est basé sur l'évaluation systématique des risques environnementaux que présentent les établissements concernés et n'excède pas un an pour les établissements présentant les risques les plus élevés et trois ans pour les établissements présentant les risques les moins élevés.

Si une inspection identifie un cas grave de non-respect des conditions d'exploitation, une visite supplémentaire de l'établissement est effectuée dans les six mois de ladite inspection.

En cas de cessation définitive des installations et activités, le fonctionnaire technique programme une inspection environnementale afin de constater les mesures prises par l'exploitant conformément à l'article 45, § 1^{er}, 7^o.

§ 3. Des inspections environnementales non programmées sont réalisées notamment de manière à pouvoir examiner, dans les meilleurs délais et, le cas échéant, avant la délivrance, le réexamen ou l'actualisation d'un permis d'environnement, les plaintes sérieuses et les cas graves d'accident, d'incident et d'infraction en rapport avec l'environnement.

§ 4. Après chaque visite d'un établissement, le fonctionnaire technique établit un rapport décrivant les constatations pertinentes faites en ce qui concerne la conformité de l'établissement avec les conditions d'exploitation et les conclusions concernant la suite à donner.

Sans préjudice de l'article 58, § 2, le fonctionnaire technique s'assure que l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires indiquées dans le rapport dans un délai raisonnable.

§ 5. Le rapport est envoyé à l'exploitant concerné dans un délai de deux mois suivant la visite de l'établissement. »

Art. 14. A l'article 65, § 1^{er}, alinéa 7, du même décret, il est inséré un quatrième tiret rédigé comme suit :

« - cette proposition ou cette demande vise l'application de l'article 7bis, § 2. »

Art. 15. Dans l'article 72 du même décret, un nouveau § 4 est rédigé comme suit :

« Lorsqu'une infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution présente un danger direct pour la santé humaine ou risque de produire un préjudice important et immédiat sur l'environnement, les permis des installations et activités désignées par le Gouvernement, des installations de combustion et des installations d'incinération et de coïncinération de déchets sont suspendus par l'autorité compétente. »

Art. 16. Dans le même décret, il est inséré un article 94bis rédigé comme suit :

« Art. 94bis. Pour les installations et activités désignées par le Gouvernement, la teneur de la décision, ainsi qu'une copie du permis et des éventuelles actualisations ultérieures sont publiées sur le portail Environnement du site Internet de la Région wallonne, à l'exception des données soustraites à l'enquête publique conformément à l'article D. 29-15 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 17. Dans le même décret, il est inséré un article 181ter rédigé comme suit :

« Art. 181ter. Pour les installations et activités désignées par le Gouvernement, tant que des décisions concernant les conclusions sur les MTD ne sont pas publiées, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles issues des documents de référence MTD adoptés par la Commission européenne avant le 6 janvier 2011 s'appliquent en tant que conclusions sur les MTD aux fins du présent décret, à l'exception de l'article 7bis. »

CHAPITRE III. — Modifications du Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 18. A l'article D. 20.16 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 16 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est complété par les points *h.*, *i.* et *j.* rédigés comme suit :

« *h.* les informations concernant l'évolution des meilleures techniques disponibles ainsi que la publication de tout nouveau document de référence MTD ou de toute révision d'un de ces documents, conformément à l'article 8bis du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

i. pour les installations et activités déterminées par le Gouvernement, les résultats de la surveillance des émissions, requis conformément aux conditions du permis et qu'elles détiennent;

j. les autres informations environnementales déterminées par le Gouvernement. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le type d'informations environnementales et » sont insérés entre les mots « préciser » et « les modalités ».

Art. 19. Dans l'article D. 29-11, § 1^{er}, du même Livre, inséré par le décret du 31 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lorsqu'un plan, un programme ou un projet est soumis à rapport sur les incidences environnementales ou à étude d'incidences et que le Gouvernement, statuant en application de l'article D.56, § 2, ou l'autorité chargée d'examiner le caractère complet du dossier de la demande en application de l'article D.68, § 1^{er}, constate qu'il est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée, qui est susceptible d'être notablement affecté, en fait la demande, le projet de plan, le projet de programme, ou le dossier de demande de permis, accompagné soit du rapport sur les incidences environnementales, soit de l'étude d'incidences, et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières du dossier, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo, au moment même où ces documents sont soumis à l'enquête publique en Région wallonne. »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Outre les documents prévus à l'alinéa précédent, sont également transmis aux autres Régions, Etats membres de l'Union européenne ou autres Etats parties à la Convention d'Espoo, les informations suivantes :

1° les coordonnées des autorités compétentes pour prendre la décision, de celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, de celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les délais de transmission des observations ou des questions;

2° la nature des décisions possibles ou, lorsqu'il existe, le projet de décision;

3° le cas échéant, des précisions concernant une proposition d'actualisation d'un permis ou des conditions dont il est assorti;

4° l'indication de la date et du lieu où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des moyens par lesquels ils le seront;

5° les modalités précises de la participation et de la consultation du public;

6° les principaux rapports et avis adressés à l'autorité ou aux autorités compétentes au moment où le public a été informé. »

CHAPITRE IV. — Modifications du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols

Art. 20. L'annexe III du même décret est complétée par les lignes suivantes :

| | | |
|---------|--|---|
| 232, a) | Exploitation d'abattoirs | Lorsque la capacité de production est supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour |
| b) | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : i) uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour; ii) uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an; iii) matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à : - 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou - $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis. L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit. Ce point ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait. | |
| c) | Traitement et transformation du lait exclusivement | Lorsque la quantité de lait reçue est supérieure à 200 T/j (valeur moyenne sur base annuelle) |
| 233 | Fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation | |

CHAPITRE V. — *Modifications au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets*

Art. 21. A l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, il est inséré un alinéa entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut déterminer les modalités procédurales nécessaires pour décider au cas par cas si certains déchets ont cessé d'être des déchets selon les conditions visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 22. Dans le même décret, il est ajouté un article 47 rédigé comme suit :

« Art. 47. Tout agrément accordé en vertu du présent décret peut être suspendu ou retiré par l'autorité qui l'a accordé si les dispositions du décret ou les conditions d'agrément ne sont pas respectées.

Tout enregistrement peut être radié par l'autorité que le Gouvernement désigne si les dispositions du décret ne sont pas respectées.

La décision de retrait d'agrément ou de radiation de l'enregistrement peut être assortie d'une période au cours de laquelle le titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement se voit interdire l'accès à un nouvel agrément ou enregistrement. Cette période ne peut dépasser trois ans. »

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement, à l'exception des articles 3, 9, 20, 21 et 22.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 octobre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 864 (2013-2014). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 octobre 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205946]

24. OKTOBER 2013 — Dekret zur Abänderung verschiedener Dekrete betreffend Industrieemissionen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung*

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret wird die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen teilweise umgesetzt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 2 - Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen abgeändert: 1° In Nr. 19°, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007:

a) die Wörter „, nachstehend BVT genannt“ werden zwischen „19° die besten verfügbaren Techniken“ und „: die wirksamste und fortgeschrittenste Entwicklungsstufe“ eingefügt;

b) die Wörter „Betriebs- und Instandhaltungsformen“ werden durch „Betriebs-, Stilllegungs- und Instandhaltungsformen“ ersetzt;

c) die Wörter „und anderer Betriebsbedingungen“ werden zwischen „die Grundlage der Emissionsgrenzwerte“ und „zu bilden“ eingefügt;

d) die Wortfolge „, ob diese Techniken im Gebiet der Region benutzt oder erzeugt werden oder nicht,“ wird zwischen „anzuwenden“ und „dass sie unter vernünftigen Bedingungen zugänglich sind“ eingefügt;

e) der erste Satz wird durch folgenden Satz ergänzt:

„Unter besten Techniken versteht man die Techniken, die am wirksamsten zur Erreichung eines allgemein hohen Schutzniveaus für die Umwelt insgesamt sind“;

f) unter 1. wird die Wortfolge „von internationalen Organisationen“ durch „von öffentlichen internationalen Organisationen“ ersetzt.

2° eine Nummer 19°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„19°*bis* BVT-Schlussfolgerungen: ein Dokument, das die Teile eines BVT-Merkblatts mit den Schlussfolgerungen zu den besten verfügbaren Techniken, ihrer Beschreibung, Informationen zur Bewertung ihrer Anwendbarkeit, den mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerten, den dazugehörigen Überwachungsmaßnahmen, den dazugehörigen Verbrauchswerten sowie gegebenenfalls einschlägigen Standortsanierungsmaßnahmen enthält;“;

3° eine Nummer 19°*ter* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„19°*ter* BVT-Merkblatt: das aus dem zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Union, den betreffenden Industriezweigen, den Nichtregierungsorganisationen, die sich für den Umweltschutz einsetzen und der Europäischen Kommission organisierten Informationsaustausch hervorgehende Dokument, das für bestimmte Tätigkeiten erstellt wird und insbesondere die angewandten Techniken, die derzeitigen Emissions- und Verbrauchswerte, die für die Festlegung der besten verfügbaren Techniken sowie der BVT-Schlussfolgerungen berücksichtigten Techniken sowie alle Zukunftstechniken beschreibt, wobei den in Artikel 1, 19° aufgeführten Kriterien besonders Rechnung getragen wird;“;

4° eine Nummer 20°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„20°*bis* Stoff: chemische Elemente und ihre Verbindungen, ausgenommen folgende Stoffe:

a) radioaktive Stoffe gemäß Artikel 2, 1° des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 zur allgemeinen Regelung des Schutzes der Bevölkerung, der Arbeitnehmer und der Umwelt gegen die Gefahren der ionisierenden Strahlungen;

b) genetisch veränderte Mikroorganismen gemäß Artikel 2, 8° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen;

c) genetisch veränderte Organismen gemäß Artikel 2, 2° des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des In-Verkehr-Bringens von genetisch veränderten Organismen oder von Erzeugnissen, die solche enthalten;“;

5° eine Nummer 21°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„21°*bis* Emissionsgrenzwert: die im Verhältnis zu bestimmten spezifischen Parametern ausgedrückte Masse, die Konzentration und/oder das Niveau einer Emission, die in einem oder mehreren Zeiträumen nicht überschritten werden dürfen;“;

6° eine Nummer 21°*ter* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„21°*ter* mit den besten verfügbaren Techniken assoziierte Emissionswerte: der Bereich von Emissionswerten, die unter normalen Betriebsbedingungen unter Verwendung einer besten verfügbaren Technik oder einer Kombination von besten verfügbaren Techniken entsprechend der Beschreibung in den BVT-Schlussfolgerungen erzielt werden, ausgedrückt als Mittelwert für einen vorgegebenen Zeitraum unter spezifischen Referenzbedingungen;“;

7° eine Nummer 21°*quater* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„21°*quater* Umweltqualitätsnorm: die Gesamtheit von Anforderungen, die zu einem gegebenen Zeitpunkt in einer gegebenen Umwelt oder einem bestimmten Teil davon nach den Rechtsvorschriften der Union erfüllt werden müssen;“;

8° eine Nummer 26° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„26° Grundwasser: Wasser im Sinne von Artikel D.2, 38° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;“;

9° eine Nummer 27° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„27° Boden: die oberste Schicht der Erdkruste, die sich zwischen dem Grundgestein und der Oberfläche befindet. Der Boden besteht aus Mineralpartikeln, organischem Material, Wasser, Luft und lebenden Organismen;“;

10° eine Nummer 28° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„28° Zukunftstechnik: eine neue Technik für eine industrielle Tätigkeit, die bei gewerblicher Nutzung entweder ein höheres allgemeines Umweltschutzniveau oder zumindest das gleiche Umweltschutzniveau und größere Kostenersparnisse bieten könnte als bestehende beste verfügbare Techniken;“;

11° eine Nummer 29° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„29° Umweltinspektionen: alle Maßnahmen, einschließlich Besichtigungen vor Ort, Überwachung der Emissionen und Überprüfung interner Berichte und Folgedokumente, Überprüfung der Eigenkontrolle, Prüfung der angewandten Techniken und der Eignung des Umweltmanagements des Betriebs, die von dem technischen Beamten oder in seinem Namen zur Prüfung und Förderung der Einhaltung der Betriebsbedingungen durch die Betriebe und gegebenenfalls zur Überwachung ihrer Auswirkungen auf die Umwelt getroffen werden.“;

Art. 3 - Artikel 4, Abs. 3, 4^o desselben Dekrets wird durch Folgendes ergänzt:

"Was diejenigen Betriebe angeht, in denen eine oder mehrere Anlage(n) oder Tätigkeit(en) eingesetzt werden, die Treibhausgase ausstoßen, sind die Überwachungspläne Gegenstand von einer Genehmigung und gegebenenfalls von Abänderungen durch die "Agence wallonne de l'air et du climat". Gegen diese Beschlüsse kann bei der Regierung Einspruch eingelegt werden. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Untersuchung und die Fristen des Einspruchs."

Art. 4 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird der Absatz 2 durch folgende Wortfolge ergänzt: ", unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 7bis, § 2".

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 7bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7bis - § 1. Für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten legt die zuständige Behörde Emissionsgrenzwerte fest, mit denen sichergestellt wird, dass die Emissionen unter normalen Betriebsbedingungen die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte, wie sie in den Entscheidungen über die BVT-Schlussfolgerungen festgelegt sind, nicht überschreiten, und trifft hierzu eine der beiden folgenden Maßnahmen:

1^o Festlegung von Emissionsgrenzwerten, die die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte nicht überschreiten. Diese Emissionsgrenzwerte werden für die gleichen oder kürzere Zeiträume und unter denselben Referenzbedingungen ausgedrückt wie die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte; oder

2^o Festlegung von Emissionsgrenzwerten, die in Bezug auf Werte, Zeiträume und Referenzbedingungen von den in Nr. 1^o aufgeführten Emissionsgrenzwerten abweichen.

Kommt Nr. 2^o zur Anwendung, so bewertet der technische Beamte mindestens jährlich die Ergebnisse der Emissionsüberwachung, um sicherzustellen, dass die Emissionen unter normalen Betriebsbedingungen die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte nicht überschritten haben. Der technische Beamte teilt der zuständigen Behörde die Ergebnisse der Bewertung mit.

§ 2. Abweichend von § 1 und unbeschadet von Artikel 56, Abs. 2 kann die zuständige Behörde in besonderen Fällen weniger strenge Emissionsgrenzwerte festlegen. Solche Ausnahmeregelungen dürfen nur angewandt werden, wenn eine Bewertung ergibt, dass die Erreichung der mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte entsprechend der Beschreibung in den BVT-Schlussfolgerungen aus den folgenden Gründen gemessen am Umweltnutzen zu unverhältnismäßig höheren Kosten führen würde:

1^o geografischer Standort und lokale Umweltbedingungen des betroffenen Betriebs; oder

2^o technische Merkmale des betroffenen Betriebs.

Die zuständige Behörde dokumentiert die Gründe für die Anwendung des Absatzes 1 und die Ergebnisse der Analyse sowie die Begründung der festgelegten Auflagen im Anhang der besonderen Betriebsgenehmigungen.

Die nach Absatz 1 festgelegten Emissionsgrenzwerte dürfen die von der Regierung festgesetzten Emissionsgrenzwerte jedoch nicht überschreiten.

Die zuständige Behörde stellt in jedem Fall sicher, dass keine erheblichen Umweltverschmutzungen verursacht werden und ein hohes Schutzniveau für die Umwelt insgesamt erreicht wird.

Die zuständige Behörde führt als Teil jeder Überprüfung der besonderen Betriebsbedingungen eine erneute Bewertung der Anwendung des Absatzes 1 nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten durch.

§ 3. Die zuständige Behörde kann für einen Gesamtzeitraum von höchstens neun Monaten vorübergehende Abweichungen von den Auflagen gemäß § 1 dieses Artikels und den Artikeln 56 und 56bis für die Erprobung und Anwendung von Zukunftstechniken genehmigen, sofern nach dem festgelegten Zeitraum die Anwendung der betreffenden Technik beendet wird oder im Rahmen der Tätigkeit mindestens die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte erreicht werden."

Art. 6 - In Artikel 8 desselben Dekrets wird die Wortfolge "auf den besten verfügbaren Techniken" durch "auf den besten verfügbaren, aufgrund deren Entwicklung stets aktualisierten Techniken" ersetzt.

Art. 7 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 8bis - Der technische Beamte verfolgt die Entwicklungen bei den besten verfügbaren Techniken und die Veröffentlichung neuer oder aktualisierter BVT-Schlussfolgerungen betreffend eine von der Regierung bestimmte Anlage oder Tätigkeit.

Er macht die diesbezüglichen Informationen der Öffentlichkeit zugänglich."

Art. 8 - In Artikel 10, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets wird die Nr. 2^o durch folgende Wortfolge ergänzt: "oder wenn sie zum Erreichen der von der Regierung festgelegten Kapazitätsschwellenwerte führt."

Art. 9 - In Abschnitt 5 von Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13bis - § 1. Unter der Bedingung, dass die Einführung der Umweltgenehmigung betreffend den geplanten Betrieb nicht die vorherige Ausstellung einer abweichenden Städtebaugenehmigung voraussetzt, kann eine Umweltgenehmigung ausnahmsweise in Abweichung von den Bestimmungen einer regionalen Städtebauordnung, einer kommunalen Städtebauordnung, eines kommunalen Raumordnungsplans, einer Parzellierungsgenehmigung, von den in Artikel 88, § 3, 3^o des CWATUPE genannten Bestimmungen einer Verstärkungsgenehmigung oder eines Sektorenplans ausgestellt werden, solange sie mit einer zweckmäßigen Gestaltung der Örtlichkeiten vereinbar ist und die Hauptmerkmale des Instruments, von dem abgewichen wird, nicht beeinträchtigt.

§ 2. Die Abweichung wird in erster Instanz von dem beauftragten Beamten genehmigt, wenn von dem Sektorenplan oder einer regionalen Städtebauordnung abgewichen wird, oder wenn der technische Beamte die für die Ausstellung der Umweltgenehmigung in Anwendung von Artikel 13, Absatz 2 zuständige Behörde ist.

Die Abweichung wird in erster Instanz von der zuständigen Behörde genehmigt, wenn von einer kommunalen Städtebauordnung, einem kommunalen Raumordnungsplan, einer Parzellierungsgenehmigung, oder den in Artikel 88, § 3, 3° des CWATUPE genannten Bestimmungen einer Verstädterungsgenehmigung abgewichen wird.

§ 3. Bei Einspruch wird die Abweichung von der Regierung genehmigt.“

Art. 10 - In dasselbe Dekret wird an Stelle des durch das Dekret vom 31. Mai 2007 aufgehobenen Artikels 38 ein Artikel 38 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 38 - Für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten werden der Inhalt des Beschlusses sowie eine Kopie der Genehmigung sowie der etwaigen späteren Aktualisierungen auf dem Internetportal “Umwelt” der Homepage der Wallonischen Region veröffentlicht, dies mit Ausnahme der Angaben, die gemäß Artikel D.29-15 des Buches I des Umweltgesetzbuches der öffentlichen Untersuchung entzogen werden.“

Art. 11 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 56*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 56*bis* - § 1. Für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten dienen die BVT-Schlussfolgerungen als Referenzdokument für die Festlegung der besonderen Betriebsbedingungen.

§ 2. Die zuständige Behörde darf strengere besondere Genehmigungsaufgaben vorgeben, als sie mit der Verwendung der in den BVT-Schlussfolgerungen beschriebenen besten verfügbaren Techniken einzuhalten sind.

§ 3. Legt die zuständige Behörde besondere Betriebsbedingungen auf der Grundlage einer besten verfügbaren Technik fest, die in keiner der einschlägigen BVT-Schlussfolgerungen beschrieben ist, so gewährleistet sie, dass

1° diese Technik unter besonderer Berücksichtigung der in Artikel 1, 19° aufgeführten Kriterien bestimmt wird; und

2° die Anforderungen des Artikels 7*bis* erfüllt werden.

Enthalten die in Absatz 1 genannten BVT-Schlussfolgerungen keine mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionsgrenzwerte, so sorgt die zuständige Behörde dafür, dass die in Absatz 1 genannte Technik ein Umweltschutzniveau gewährleistet, das den in den BVT-Schlussfolgerungen beschriebenen besten verfügbaren Techniken gleichwertig ist.

§ 4. Liegen für eine Tätigkeit oder einen Typ eines Produktionsprozesses, die bzw. der innerhalb eines Betriebs durchgeführt wird, keine BVT-Schlussfolgerungen vor oder decken diese Schlussfolgerungen nicht alle potenziellen Umweltauswirkungen der Tätigkeit oder des Prozesses ab, so legt die zuständige Behörde nach vorheriger Konsultation des Betreibers auf der Grundlage der besten verfügbaren Techniken, die sie für die betreffenden Tätigkeiten oder Prozesse bestimmt hat, die besonderen Betriebsbedingungen fest, wobei sie den Kriterien von Artikel 1, 19° besonders Rechnung trägt.“

Art. 12 - In Artikel 58, § 2 desselben Dekrets wird die Nr. 2° durch Folgendes ersetzt:

“2° er meldet der zuständigen Behörde und dem technischen Beamten unverzüglich jeden Unfall oder Zwischenfall, die ihrer Art wegen den in Artikel 2 erwähnten Interessen schaden könnten, oder jeden Verstoß gegen die Betriebsbedingungen;“.

Art. 13 - In dasselbe Dekret wird an Stelle des durch das Dekret vom 5. Juni 2008 aufgehobenen Artikels 61 ein Artikel 61 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 61 - § 1. Für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten führt der technische Beamte ein System für Umweltinspektionen von Betrieben ein, das die Prüfung der gesamten Bandbreite an Auswirkungen der betreffenden Anlagen und Tätigkeiten auf die Umwelt umfasst.

Die Betriebe, die eine oder mehrere von der Regierung bestimmte Tätigkeiten und Anlagen umfassen, werden auf regionaler Ebene durch einen Umweltinspektionsplan abgedeckt. Dieser wird von der Regierung festgelegt. Der Plan wird regelmäßig überprüft und gegebenenfalls aktualisiert.

§ 2. Auf der Grundlage des Umweltinspektionsplans erstellt der technische Beamte regelmäßig Programme für routinemäßige Umweltinspektionen, in denen auch die Häufigkeit der Vor-Ort-Besichtigungen für die verschiedenen Arten von Anlagen angegeben ist.

Der Zeitraum zwischen zwei Vor-Ort-Besichtigungen richtet sich nach einer systematischen Beurteilung der mit den betroffenen Betrieben verbundenen Umweltrisiken und darf ein Jahr bei Betrieben der höchsten Risikostufe und drei Jahre bei Betrieben der niedrigsten Risikostufe nicht überschreiten.

Wurde bei einer Inspektion festgestellt, dass ein Betrieb in schwerwiegender Weise gegen die Betriebsbedingungen verstößt, so erfolgt innerhalb der nächsten sechs Monaten nach dieser Inspektion eine zusätzliche Vor-Ort-Besichtigung.

Bei endgültiger Einstellung der Anlagen und Tätigkeiten plant der technische Beamte eine Umweltinspektion, um die vom Betreiber nach Artikel 45, § 1; 7° getroffenen Maßnahmen festzustellen.

§ 3. Nicht routinemäßige Umweltinspektionen werden durchgeführt, um bei Beschwerden wegen ernsthaften Umweltbeeinträchtigungen, bei ernsthaften umweltbezogenen Unfällen und Vorfällen und bei Verstößen gegen die Vorschriften sobald wie möglich und gegebenenfalls vor der Ausstellung, Erneuerung oder Aktualisierung einer Genehmigung Untersuchungen vorzunehmen.

Nach jeder Vor-Ort-Besichtigung erstellt der technische Beamte einen Bericht mit den relevanten Feststellungen bezüglich der Einhaltung der Betriebsbedingungen durch den betreffenden Betrieb und Schlussfolgerungen zur etwaigen Notwendigkeit weiterer Maßnahmen.

Unbeschadet von Artikel 58, § 2 stellt der technische Beamte sicher, dass der Betreiber alle in dem Bericht aufgeführten erforderlichen Maßnahmen binnen angemessener Fristen ergreift.

§ 5. Der Bericht wird dem betreffenden Betreiber binnen zwei Monaten nach der Vor-Ort-Besichtigung übermittelt.“

Art. 14 - In Artikel 65, § 1, Abs. 7 desselben Dekrets wird ein vierter Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“- dieser Vorschlag oder dieser Antrag die Anwendung von Artikel 7bis, § 2 betrifft.“

Art. 10 - In Artikel 72 desselben Dekrets wird ein neuer § 4 wie folgt verfasst:

“Wenn ein Verstoß gegen vorliegendes Dekret oder seine Durchführungserlasse eine unmittelbare Gefährdung der menschlichen Gesundheit verursacht oder eine unmittelbare erhebliche Gefährdung der Umwelt darstellt, werden die Genehmigungen für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten, für Feuerungsanlagen, Abfallverbrennungsanlagen und Abfallmitverbrennungsanlagen von der zuständigen Behörde ausgesetzt.“

Art. 16 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 94bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 94bis - Für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten werden der Inhalt des Beschlusses sowie eine Kopie der Genehmigung sowie der etwaigen späteren Aktualisierungen auf dem Internetportal “Umwelt” der Homepage der Wallonischen Region veröffentlicht, dies mit Ausnahme der Angaben, die gemäß Artikel D.29-15 des Buches I des Umweltgesetzbuches der öffentlichen Untersuchung entzogen werden.“

Art. 17 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 181ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 181ter - Für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten und solange die Beschlüsse zu den BVT-Schlussfolgerungen nicht veröffentlicht worden sind, gelten die Schlussfolgerungen zu den besten verfügbaren Techniken aus BVT-Merkblättern, die von der Europäischen Kommission vor dem 6. Januar 2011 angenommen wurden, für die Zwecke vorliegenden Dekrets als BVT-Schlussfolgerungen; hiervon ausgenommen ist Artikel 7bis.“

KAPITEL III — Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 18 - Artikel D. 20.16 des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 16. März 2006, wird folgendermaßen abgeändert:

1° Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch die folgenden Punkte h., i. und j. ergänzt:

“h. die Informationen über die Entwicklungen bei den besten verfügbaren Techniken sowie die Veröffentlichung neuer oder aktualisierter BVT-Schlussfolgerungen gemäß Artikel 8bis des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

i. für die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten, die Ergebnisse der Überwachung der Emissionen, die in Übereinstimmung mit den Bedingungen der Genehmigung, über die sie verfügen, verlangt werden;

j. die sonstigen von der Regierung bestimmten Umweltinformationen.“;

2° In Abs. 2 werden die Wörter “die Art der Umweltinformationen” zwischen “kann” und “die Modalitäten” eingefügt.

Art. 19 - Artikel D.29-11, § 1 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird folgendermaßen abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

“§ 1. Wenn ein Plan, ein Programm oder ein Projekt Gegenstand eines Umweltverträglichkeitsberichts oder einer Umweltverträglichkeitsprüfung ist und die in Anwendung von Artikel D.56, § 2 befindende Regierung oder die in Anwendung von Artikel D.68, § 1 mit der Überprüfung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, dass dieser Plan, dieses Programm oder dieses Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 191 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats haben könnte, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer Staat, der eine Vertragspartei des oben genannten Übereinkommens ist, und die/der möglicherweise davon erheblich berührt wird, ein entsprechendes Ersuchen stellt, wird der Entwurf des Plans oder des Programms oder die Akte des Genehmigungsantrags unter Beifügung entweder des Umweltverträglichkeitsberichts oder der Umweltverträglichkeitsprüfung, sowie der in der Akte angegebenen eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen zum gleichen Zeitpunkt, zu dem diese Unterlagen der öffentlichen Untersuchung in der Wallonischen Region unterworfen werden, der zuständigen Behörde dieser anderen Region, dieses anderen Staats der Europäischen Union oder dieses anderen, dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staats übermittelt.

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Neben den in vorigem Absatz genannten Dokumenten werden den anderen Regionen, Staaten der Europäischen Union oder dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staaten ebenfalls folgende Informationen übermittelt:

1° genaue Angaben zu den jeweiligen Behörden, die für die Entscheidung zuständig sind, bei denen relevante Informationen erhältlich sind bzw. bei denen Stellungnahmen oder Fragen eingereicht werden können, sowie zu vorgesehenen Fristen für die Übermittlung von Stellungnahmen oder Fragen;

2° die Art möglicher Entscheidungen oder, soweit vorhanden, den Entscheidungsentwurf;

3° gegebenenfalls die Einzelheiten zu einem Vorschlag zur Aktualisierung einer Genehmigung oder von Genehmigungsauffagen;

4° die Angaben dazu, wann, wo und in welcher Weise die einschlägigen Informationen zugänglich sind;

5° die Einzelheiten zu den Bestimmungen für die Beteiligung und Konsultation der Öffentlichkeit;

6° die wichtigsten Berichte und Stellungnahmen, die, zum Zeitpunkt, zu dem die Öffentlichkeit informiert wurde, der Behörde oder den zuständigen Behörden übermittelt wurden.“

KAPITEL IV — *Abänderungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung*

Art. 20 - Die Anlage III desselben Dekrets wird durch folgende Zeilen ergänzt:

| | | |
|-------|---|---|
| A 232 | Betrieb von Schlachthäusern | wenn die Produktionskapazität mehr als 50 Tonnen Schlachtkörper pro Tag ist |
| b) | <p>Behandlung und Verarbeitung, mit alleiniger Ausnahme der Verpackung, folgender Rohstoffe, unabhängig davon, ob sie zuvor verarbeitet wurden oder nicht, zur Herstellung von Nahrungsmitteln oder Futtermitteln aus</p> <p>i) ausschließlich tierischen Rohstoffen (mit alleiniger Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 t Fertigerzeugnissen pro Tag;</p> <p>ii) ausschließlich pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 t Fertigerzeugnissen pro Tag oder 600 t pro Tag, sofern die Anlage an nicht mehr als 90 aufeinander folgenden Tagen im Jahr in Betrieb ist;</p> <p>iii) tierischen und pflanzlichen Rohstoffen sowohl in Mischerzeugnissen als auch in ungemischten Erzeugnissen mit einer Produktionskapazität (in Tonnen Fertigerzeugnisse) pro Tag von mehr als - 75, wenn A 10 oder mehr beträgt, oder - $[300 - (22,5 \times A)]$ in allen anderen Fällen, wobei "A" den gewichtsprozentualen Anteil der tierischen Stoffe an der Produktionskapazität von Fertigerzeugnissen darstellt. Die Verpackung ist im Endgewicht des Produkts nicht enthalten. Dieser Punkt gilt nicht, wenn es sich bei dem Rohstoff ausschließlich um Milch handelt.</p> | |
| c) | Ausschließliche Behandlung und Verarbeitung von Milch | wenn die eingehende Milchmenge 200 t pro Tag übersteigt (Jahresdurchschnittswert) |
| 233 | Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren | |

KAPITEL V — *Abänderungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle*

Art. 21 - In Artikel 4ter, § 3, Abs. 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird ein Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt, der folgenden Wortlaut hat:

"Die Regierung ist befugt, die Verfahrensmodalitäten festzulegen, die nötig sind, um von Fall zu Fall zu entscheiden, ob bestimmte Abfälle nach den in Abs. 1 genannten Bedingungen keine Abfälle mehr sind."

Art. 22 - Demselben Dekret wird ein Artikel 47 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. 47 - Jede kraft vorliegenden Dekrets erteilte Zulassung kann von der Behörde, die sie erteilt hat, ausgesetzt oder entzogen werden, wenn die Bestimmungen des Dekrets oder die Zulassungsbedingungen nicht eingehalten werden.

Jede Registrierung kann von der durch die Regierung bestimmten Behörde gestrichen werden, wenn die Bestimmungen des Dekrets nicht eingehalten werden.

Der Beschluss zum Entzug der Zulassung oder zur Streichung der Registrierung kann mit einem Zeitraum verbunden werden, im Laufe dessen dem Inhaber der Zulassung oder Registrierung jede neue Zulassung oder Registrierung verweigert wird. Dieser Zeitraum darf nicht länger als drei Jahre sein."

KAPITEL VI — *Schlussbestimmung*

Art. 23 - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 3, 9, 20, 21 und 22.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 24. Oktober 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 864 (2013-2014). Nrn. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 23. Oktober 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205946]

24 OKTOBER 2013. — Decreet tot wijziging van verschillende decreten, met name inzake industriële emissies (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 2. In artikel 1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 19°, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007 :

a) worden de woorden « hierna BBT genoemd » ingevoegd tussen de woorden « 19° beste beschikbare technieken » en de woorden « : meest doeltreffende en gevorderde ontwikkelingsfase »;

b) worden de woorden « en onderhouden worden » vervangen door de woorden « , onderhouden en stilgelegd worden »;

c) worden de woorden « en andere exploitatievoorwaarden » ingevoegd tussen de woorden « emissiegrenswaarden » en de woorden « ter voorkoming »;

d) worden de woorden « , los van het feit dat die technieken al dan niet op het grondgebied van het Waalse Gewest aangewend of geproduceerd worden, » ingevoegd tussen de woorden « haalbare technisch-economische normen » en de woorden « en voor zover »;

e) na de eerste zin wordt volgende zin ingevoegd :

« Onder beste technieken wordt verstaan de technieken die het meest doeltreffend zijn voor het bereiken van een hoog algemeen niveau van bescherming van het milieu in zijn geheel. »;

f) punt l. wordt aangevuld met het woord « openbare »;

2° er wordt een punt 19°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 19°bis BBT-conclusies : een document bestaande uit die delen van een BBT-referentiedocument met de conclusies over beste beschikbare technieken, de beschrijving ervan, gegevens ter beoordeling van de toepasselijkheid ervan, de met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus, de daarmee verbonden monitoring, de daarmee verbonden consumptieniveaus en, in voorkomend geval, toepasselijke terreinsaneringsmaatregelen; »;

3° er wordt een punt 19°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 19°ter BBT-referentiedocument : een document dat het resultaat is van de georganiseerde uitwisseling van informatie tussen de Lidstaten van de Europese Unie, de betrokken industriële sectoren, de niet-gouvernementele organisaties die zich voor milieubescherming inzetten en dat is opgesteld voor welomschreven activiteiten en met name een beschrijving geeft van toegepaste technieken, huidige emissies en consumptieniveaus, technieken die in overweging worden genomen voor de bepaling van beste beschikbare technieken, alsmede BBT-conclusies en eventuele technieken in opkomst, met bijzondere aandacht voor de in artikel 1, 19°, vermelde criteria; »;

4° er wordt een punt 20°bis ingevoegd, luidend als volgt :

20°bis stof : een chemisch element en de verbindingen daarvan, met uitzondering van de volgende stoffen :

a) radioactieve stoffen als omschreven in artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen;

b) genetisch gemodificeerde micro-organismen als omschreven in artikel 2, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde of pathogene organismen;

c) genetisch gemodificeerde organismen als omschreven in artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten; »;

5° er wordt een punt 21°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 21°bis emissiegrenswaarde : de massa, gerelateerd aan bepaalde specifieke parameters, de concentratie en/of het niveau van een emissie die gedurende een of meer vastgestelde perioden niet mogen worden overschreden; »;

6° er wordt een punt 21°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 21°ter met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus : de bandbreedte van emissieniveaus verkregen in normale bedrijfsomstandigheden met gebruikmaking van een beste beschikbare techniek of een combinatie van beste beschikbare technieken als omschreven in de BBT-conclusies, uitgedrukt als een gemiddelde over een bepaalde periode, in specifieke referentieomstandigheden; »;

7° er wordt een punt 21°quater ingevoegd, luidend als volgt :

« 21°quater milieukwaliteitsnorm : alle eisen waaraan op een bepaald moment in een bepaald milieucompartment of een bepaald gedeelte daarvan moet worden voldaan overeenkomstig de wetgevingen die van kracht zijn; »;

8° er wordt een punt 26° ingevoegd, luidend als volgt :

« 26° grondwater : grondwater als omschreven in artikel D. 2, 38°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt; »;

9° er wordt een punt 27° ingevoegd, luidend als volgt :

« 27° bodem : de bovenste laag van de aardkorst die begrensd is door het vaste gesteente en het aardoppervlak. De bodem bestaat uit minerale deeltjes, organisch materiaal, water, lucht en levende organismen; »;

10° er wordt een punt 28° ingevoegd, luidend als volgt :

« 28° techniek in opkomst : een nieuwe techniek voor een industriële activiteit die, als zij commercieel wordt ontwikkeld, hetzij een hoger algemeen beschermingsniveau voor het milieu hetzij ten minste hetzelfde beschermingsniveau voor het milieu en grotere kostenbesparingen kan opleveren dan de bestaande beste beschikbare technieken; »;

11° er wordt een punt 29° ingevoegd, luidend als volgt :

« 29° milieu-inspectie : alle door of namens de bevoegde autoriteit ondernomen acties, met inbegrip van bezoeken ter plaatse, controle van emissies en toetsing van interne rapporten en follow-updocumenten, toetsing van het eigen controlesysteem, toetsing van de gebruikte technieken en adequaatheid van het milieubeheer van de installatie, om na te gaan of en te bevorderen dat installaties aan hun vergunningsvoorwaarden voldoen en om, indien nodig, hun milieueffect te monitoren. »

Art. 3. Artikel 4, derde lid, 4°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Wat betreft de inrichtingen met één of meer broeikasgasuitstotende installaties of activiteiten, zijn de monitoringsplannen het voorwerp van een goedkeuring en, desgevallend, van wijzigingen door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat). Tegen die beslissingen kan een beroep bij de Regering ingediend worden. De Regering bepaalt de modaliteiten en de termijnen voor het beroep. ».

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld met de woorden « , onder voorbehoud van de toepassing van artikel 7bis, § 2 ».

Art. 5. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 7bis, luidend als volgt :

« Art. 7bis. § 1. Voor de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten stelt de bevoegde autoriteit emissiegrenswaarden vast die waarborgen dat de emissies onder normale bedrijfsomstandigheden niet hoger zijn dan de met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus zoals vastgesteld in de besluiten over BBT-conclusies, door :

1° emissiegrenswaarden vast te stellen die niet hoger zijn dan de met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus. Die emissiegrenswaarden worden uitgedrukt voor dezelfde of kortere periodes en voor dezelfde referentieomstandigheden als die met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus;

2° of emissiegrenswaarden vast te stellen die, wat betreft waarden, periodes en referentieomstandigheden, verschillen van de onder 1° bedoelde emissiegrenswaarden.

Wanneer punt 2° wordt toegepast, beoordeelt de technisch ambtenaar ten minste jaarlijks de resultaten van de monitoring van de emissies, teneinde na te gaan of de emissies in normale bedrijfsomstandigheden niet hoger waren dan de met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus. De technisch ambtenaar deelt de resultaten van de evaluatie aan de bevoegde autoriteit mee.

§ 2. In afwijking van § 1, en onverlet artikel 56, tweede lid, mag de bevoegde autoriteit in specifieke gevallen minder strenge emissiegrenswaarden vaststellen. Een dergelijke afwijking is enkel toegestaan indien uit een beoordeling blijkt dat het halen van emissieniveaus die samenhangen met de beste beschikbare technieken zoals beschreven in de BBT-conclusies zou leiden tot buitensporig hogere kosten in verhouding tot de milieuvordelen, dit als gevolg van :

1° de geografische ligging of de plaatselijke milieuomstandigheden van de betrokken installatie; of

2° de technische kenmerken van de betrokken installatie.

De bevoegde autoriteit zet in een bijlage bij de vergunningsvoorwaarden de redenen uiteen voor de toepassing van het eerste lid, inclusief het resultaat van de beoordeling en de motivering van de opgelegde voorwaarden.

De overeenkomstig het eerste lid vastgestelde emissiegrenswaarden mogen echter niet hoger zijn dan de door de Regering vastgestelde grenswaarden.

De bevoegde autoriteit waarborgt hoe dan ook dat er geen aanzienlijke verontreiniging wordt veroorzaakt en dat een hoog niveau van bescherming van het milieu in zijn geheel wordt bereikt.

Bij iedere toetsing van de vergunningsvoorwaarden overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten toetst de bevoegde autoriteit opnieuw de toepassing van het eerste lid.

§ 3. De bevoegde autoriteit kan voor een totale periode van ten hoogste negen maanden tijdelijke vrijstellingen van de eisen van § 1 en van de artikelen 56 en 56bis, verlenen voor het testen en gebruiken van technieken in opkomst, op voorwaarde dat na de vermelde periode hetzij met de techniek wordt gestopt, hetzij met de activiteit in kwestie de met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus in elk geval niet worden overschreden. »

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden « en geactualiseerd naar gelang hun evolutie » ingevoegd tussen de woorden « technieken. » en « Hierbij ».

Art. 7. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 8bis, luidend als volgt :

« Art. 8bis. De technisch ambtenaar volgt de ontwikkelingen op het gebied van de beste beschikbare technieken en de bekendmaking van elk nieuw BBT-referentiedocument betreffende een door de Regering aangewezen inrichting of activiteit en van elke bijwerking van één van die documenten.

Het betrokken publiek wordt hierover geïnformeerd. ».

Art. 8. In artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt punt 2° aangevuld met de woorden « of wanneer de door de Regering vastgelegde capaciteitsdrempelwaarden daardoor bereikt worden. »

Art. 9. Afdeling 5 van Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 13bis, luidend als volgt :

« Art. 13bis. § 1^{er}. Voor zover de uitvoering van de milieuv vergunning voor de geplande inrichting niet inhoudt dat eerst een afwijkende stedenbouwkundige vergunning wordt afgegeven, kan bij wijze van uitzondering een milieuv vergunning afgegeven worden in afwijking van de voorschriften van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, van een gemeentelijk plan van aanleg, van een verkavelingsvergunning, van de voorschriften van een bebouwingsvergunning bedoeld in artikel 88, § 3, 3°, van het "CWATUPE", of van het gewestplan, mits ze verenigbaar is met de goede inrichting van de plaats en geen afbreuk doet aan de essentiële kenmerken van het instrument waarvan wordt afgeweken.

§ 2. De afwijking wordt in eerste instantie door de gemachtigd ambtenaar toegekend wanneer het gaat om een afwijking van het gewestplan of van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement of wanneer de technisch ambtenaar de bevoegde autoriteit is om de milieuvergunning overeenkomstig artikel 13, tweede lid, af te geven.

De afwijking wordt in eerste instantie door de bevoegde autoriteit toegekend wanneer het gaat om een afwijking van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een gemeentelijk plan van aanleg, een verkavelingsvergunning of de voorschriften van een bebouwingsvergunning bedoeld in artikel 88, § 3, 3°, van het "CWATUPE".

§ 3. De afwijking wordt door de Regering verleend op grond van een beroep. »

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt artikel 38, opgeheven bij het decreet van 31 mei 2007, vervangen als volgt :

« Art. 38. Voor de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten, worden de inhoud van het besluit alsook een afschrift van de vergunning en van de eventuele latere bijwerkingen bekendgemaakt op het portaal Leefmilieu van de Internetsite van het Waalse Gewest, met uitzondering van de gegevens onttrokken aan het openbaar onderzoek overeenkomstig artikel D. 29-15 van Boek I van het Milieuwetboek. »

Art. 11. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 56bis, luidend als volgt :

« Art. 56bis. § 1. Wat betreft de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten, vormen de BBT-conclusies de referentie voor de vaststelling van de vergunningsvoorwaarden.

§ 2. De bevoegde autoriteit kan strengere vergunningsvoorwaarden vaststellen dan die welke haalbaar zijn door gebruik te maken van de beste beschikbare technieken als beschreven in de BBT-conclusies.

§ 3. Indien de bevoegde autoriteit vergunningsvoorwaarden vaststelt op basis van een beste beschikbare techniek die niet in een van de desbetreffende BBT-conclusies staat beschreven, zorgt zij ervoor dat :

1° de techniek wordt bepaald met bijzondere aandacht voor de criteria vermeld in artikel 1, 19°; en

2° er voldaan is aan de voorschriften van artikel 7bis.

Indien de in de eerste alinea genoemde BBT-conclusies geen met de beste beschikbare technieken geassocieerde emissieniveaus bevatten, zorgt de bevoegde autoriteit ervoor dat de in het eerste lid bedoelde methode een niveau van milieubescherming garandeert dat gelijkwaardig is aan dat van de beste beschikbare technieken als beschreven in de BBT-conclusies.

§ 4. Indien op een activiteit of op een type productieproces in een installatie geen BBT-conclusies van toepassing zijn of indien die conclusies niet alle mogelijke milieueffecten van de activiteit of het proces behandelen, stelt de bevoegde autoriteit, na voorafgaande raadpleging van de exploitant, op basis van de beste beschikbare technieken die zij voor de betrokken activiteiten of processen heeft bepaald, de vergunningsvoorwaarden vast, met bijzondere aandacht voor de criteria van artikel 1, 19°. »

Art. 12. In artikel 58, § 2, van hetzelfde decreet wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° de bevoegde autoriteit en de technisch ambtenaar onmiddellijk kennis geven van elk ongeval of incident dat afbreuk kan doen aan de belangen bedoeld in artikel 2 of van elke overtreding van de exploitatievoorwaarden; ».

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt artikel 61, opgeheven bij het decreet van 5 juni 2008, vervangen als volgt :

« Art. 61. § 1. Wat de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten betreft, zet de technisch ambtenaar een systeem van milieu-inspecties van installaties op voor het onderzoek van het volledige spectrum van relevante milieueffecten van de betrokken installaties.

Voor de installaties met één of meer door de Regering aangewezen activiteiten en installaties is er een milieu-inspectieplan op regionaal niveau. Dat plan wordt door de Regering opgemaakt. Het plan wordt geregeld getoetst en, waar nodig, bijgewerkt.

§ 2. Op basis van het milieu-inspectieplan stelt de technisch ambtenaar geregeld programma's voor routinematige milieu-inspecties op, waarbij de frequentie van de bezoeken ter plaatse voor de verschillende types installaties wordt vermeld.

De periode tussen twee bezoeken ter plaatse wordt gebaseerd op een systematische evaluatie van de milieurisico's van de betrokken installaties en belooft ten hoogste één jaar voor installaties met de grootste risico's en drie jaar voor installaties met de kleinste risico's.

Indien bij een inspectie een ernstige inbreuk op de vergunningsvoorwaarden wordt vastgesteld, wordt binnen de zes maanden na die inspectie een extra bezoek ter plaatse verricht.

In geval van definitieve stopzetting van de installaties en activiteiten, plant de technisch ambtenaar een milieu-inspectie om na te gaan of de exploitant de maatregelen overeenkomstig artikel 45, § 1, 7°, genomen heeft.

§ 3. Niet-routinematige milieu-inspecties worden uitgevoerd om ernstige milieuklachten, ernstige milieuongevallen, incidenten en gevallen van niet-naleving zo snel mogelijk en in voorkomend geval vóór de afgifte, toetsing of bijstelling van een vergunning te onderzoeken.

§ 4. Na elk bezoek ter plaatse stelt de technisch ambtenaar een verslag op waarin de relevante bevindingen ten aanzien van de naleving van de vergunningsvoorwaarden door de installatie en de conclusies ten aanzien van de eventuele noodzaak van verdere maatregelen worden neergelegd.

Onverminderd artikel 58, § 2, ziet de technisch ambtenaar erop toe dat de exploitant binnen een redelijke termijn alle in het verslag vermelde noodzakelijke maatregelen neemt.

§ 5. Het verslag wordt binnen twee maanden na het bezoek ter plaatse ter kennis gebracht van de betrokken exploitant. »

Art. 14. Artikel 65, § 1, zevende lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met vierde streepje, luidend als volgt :

« - dat voorstel of die aanvraag betreft de toepassing van artikel 7bis, § 2. »

Art. 15. In artikel 72 van hetzelfde decreet wordt een nieuwe § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer een overtreding van dit decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten rechtstreeks gevaar inhoudt voor de gezondheid van de mens of aanzienlijke en onmiddellijke schade aan het leefmilieu dreigt toe te brengen, worden de vergunningen voor de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten, stookinstallaties en afvalverbrandings- en -coverbrandingsinstallaties opgeschort door de bevoegde autoriteit. »

Art. 16. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 94bis, luidend als volgt :

« Art. 94bis. Wat de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten betreft, worden de inhoud van het besluit alsook een afschrift van de vergunning en van de eventuele latere bijwerkingen bekendgemaakt op het portaal Leefmilieu van de Internetsite van het Waalse Gewest, met uitzondering van de gegevens onttrokken aan het openbaar onderzoek overeenkomstig artikel D. 29-15 van Boek I van het Milieuwetboek. »

Art. 17. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 181ter, luidend als volgt :

« Art. 181ter. Wat de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten betreft, gelden de conclusies over de beste praktijken afkomstig van BBT-referentiedocumenten die door de Europese Commissie vóór 6 januari 2011 zijn aangenomen als BBT-conclusies voor de toepassing van dit hoofdstuk, met uitzondering van 7bis, zolang de besluiten i.v.m. de BBT-conclusies niet beschikbaar zijn. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 18. In artikel D. 20.16 In Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 16 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met de punten h., i. en j., luidend als volgt :

« h. informatie over de ontwikkelingen op het gebied van de beste beschikbare technieken alsook de bekendmaking van elk nieuw BBT-referentiedocument of van elke bijwerking van één van die documenten, overeenkomstig artikel 8bis van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

i. wat de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten betreft, de resultaten van de monitoring van emissies, vereist overeenkomstig de voorwaarden van de vergunning en waarover ze beschikken;

j. de overige milieu-informatie die door de Regering bepaald wordt. »;

2° in het tweede lid worden de woorden « het type milieu-informatie en » ingevoegd tussen de woorden « modaliteiten » en « bepalen ».

Art. 19. In artikel D. 29-11, § 1, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« § 1. Als een plan, programma of project het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapport of -onderzoek en als de Regering, die overeenkomstig artikel D.56, § 2, beslist, of de autoriteit die overeenkomstig artikel D.68, § 1 moet nagaan of het aanvraagdossier volledig is, constateert dat het significante effecten zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend, of als een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die voornoemd Verdrag heeft ondertekend en significante schade zou kunnen lijden daarom verzoekt, wordt het planontwerp, het programmaontwerp of het vergunningsaanvraagdossier, samen met hetzij het milieueffectrapport, hetzij het effectonderzoek, en eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten van het dossier, overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van dat ander Gewest, die andere Lidstaat van de Europese Unie of die andere Staat die het Espoo-Verdrag ondertekend heeft, op het tijdstip waarop die documenten aan een openbaar onderzoek in het Waalse Gewest onderworpen worden. »;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

« Behalve de documenten bedoeld in het vorige lid, wordt aan de overige Gewesten, Lidstaten van de Europese Unie of overige Lidstaten die het Espoo-Verdrag ondertekend hebben, volgende informatie verstrekt :

1° het adres en verdere gegevens betreffende de autoriteiten bevoegd om het besluit te nemen, van die waar relevante informatie verkrijgbaar is, van die waaraan opmerkingen en vragen gericht kunnen worden alsook nadere gegevens m.b.t. de termijnen voor het overmaken van de opmerkingen of vragen;

2° de aard van de mogelijke besluiten of het ontwerp van besluit, indien het bestaat;

3° in voorkomend geval, nadere gegevens over een voorstel van bijwerking van een vergunning of de voorwaarden waarvan ze vergezeld gaat;

4° de melding van de datum en de plaats waar relevante informatie aan het publiek verstrekt kan worden en de middelen waarmee ze verstrekt zal worden;

5° de exacte modaliteiten betreffende de deelname en de raadpleging van het publiek;

6° de voornaamste rapporten en adviezen gericht aan de autoriteit of aan de bevoegde autoriteiten op het tijdstip waarop het publiek geïnformeerd werd. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer*

Art. 20. Bijlage III bij hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

| | | |
|---------|--|--|
| 232, a) | Uitbating van slachthuizen | Met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag geslachte dieren |
| b) | Bewerking en verwerking, behalve het uitsluitend verpakken van de volgende grondstoffen, al dan niet eerder bewerkt of onbewerkt, voor de fabricage van levensmiddelen of voeder van : i) uitsluitend dierlijke grondstoffen (andere dan uitsluitend melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag eindproducten; ii) uitsluitend plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 t per dag eindproducten of 600 t per dag eindproducten indien de installatie gedurende een periode van niet meer dan 90 opeenvolgende dagen in om het even welk jaar in bedrijf is; iii) dierlijke en plantaardige grondstoffen, zowel in gecombineerde als in afzonderlijke producten, met een productiecapaciteit in ton per dag van meer dan : - 75 indien A gelijk is aan of hoger dan 10, of - $[300 - (22,5 \times A)]$ in alle andere gevallen waarin "A" het aandeel dierlijk materiaal is (in gewichtspercentage) van de productiecapaciteit in eindproducten De verpakking is niet inbegrepen in het eindgewicht van het product. Deze onderafdeling is niet van toepassing wanneer de grondstof uitsluitend melk is. | |

| | | |
|-----|--|--|
| c) | Bewerking en verwerking van uitsluitend melk | Als de hoeveelheid ontvangen melk groter is dan 200 t per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis) |
| 233 | Fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering. | |

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen*

Art. 21. In artikel 4ter, § 3, eerste lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« De Regering kan de nodige procedurele modaliteiten bepalen om naar gelang het geval te besluiten of bepaalde afvalstoffen niet langer afvalstoffen zijn onder de voorwaarden bedoeld in het eerste lid. »

Art. 22. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 47, luidend als volgt :

« Art. 47. Elke erkenning verleend krachtens dit decreet kan opgeschort of ingetrokken worden door de autoriteit die ze verleend heeft indien de bepalingen van het decreet of de erkenningsvoorwaarden niet in acht genomen worden.

Elke registratie kan door de door de Regering aangewezen autoriteit geschrapt worden indien de bepalingen van het decreet niet in acht genomen worden.

Bij het besluit tot intrekking van de erkenning of tot schrapping van de registratie kan voorzien worden in een periode in de loop waarvan het de houder van de erkenning of de registratie verboden is in aanmerking te komen voor een nieuwe erkenning of registratie. Die periode duurt hoogstens drie jaar. »

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt, met uitzondering van de artikelen 3, 9, 20, 21 en 22.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 864 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 23 oktober 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205941]

**24 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant divers arrêtés en ce qui concerne le stockage géologique de dioxyde de carbone**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D. 66, modifié par le décret du 10 novembre 2006, l'article D. 140, § 1^{er}, modifié par le décret du 22 juillet 2010 et l'article R. 87;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, alinéa 4, l'article 4, l'article 5, § 2, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, l'article 9, l'article 21, alinéa 3, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, l'article 64, modifié par le décret du 22 novembre 2007, et l'article 87, alinéa 3, modifié par le décret-programme du 3 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;